



ADRESSE

DE LA COMMISSION EXÉCUTIVE FÉDÉRALE AUX SYNDICATS DE LA FÉDÉRATION

Notre force, c'est le nombre

La direction fédérale salue les luttes en cours, à l'image dans le champ fédéral des mobilisations menées ces derniers jours, notamment dans les conseils départementaux de l'Allier et du Finistère, dans les conseils régionaux Grand-Est et Bourgogne Franche-Comté, au SDIS de Haute-Corse, à Sarcelles, à la Caisse des écoles de Paris 13, à Bobigny, Vénissieux...

D'autres actions locales et à caractère national sont en préparation : journée d'action du 27 juin contre le projet Macron-Dussopt de destruction de la Fonction publique ; préavis de grève couvrant l'été déposé par l'intersyndicale des sapeurs-pompiers professionnels et agents des SDIS ; journée d'action des personnels du secteur de l'aide aux personnes âgées le 1^{er} juillet...

Ces luttes portent l'exigence d'un service public de qualité, de salaires et de pensions de haut niveau, de l'augmentation de la valeur du point d'indice, de conditions de travail dignes, de garanties statutaires fortes pour les agents dans l'intérêt des usagers, de protections collectives renforcées pour les salariés du secteur privé. Ces luttes marquent le rejet largement majoritaire des projets régressifs du gouvernement, de l'allongement du temps de travail, du recul de l'âge de départ à la retraite, de la mise à mal des garanties collectives et de notre système de protection sociale.

Alors que la campagne des élections municipales monte en charge, les conditions sont favorables pour l'expression des revendications et la formulation de nos exigences pour l'avenir du service public territorial.

La CEF appelle donc les syndicats à œuvrer à faire grandir le débat sur les lieux de travail et à construire les mobilisations collectives nécessaires tant locales que nationales, pour l'augmentation des salaires et des pensions, pour la réduction du temps de travail, pour nos garanties statutaires, pour la retraite à 60 ans, pour la titularisation des précaires.

Pour cela, faisons vivre la consultation des syndiqués de la CGT, travaillons massivement au recueil des signatures pour le référendum sur l'avenir d'Aéroports de Paris, construisons de nouvelles étapes de lutte les plus unitaires possibles dans les mois à venir, en cohérence avec le processus interprofessionnel impulsé par la CGT.

Montreuil, le 26 juin 2019